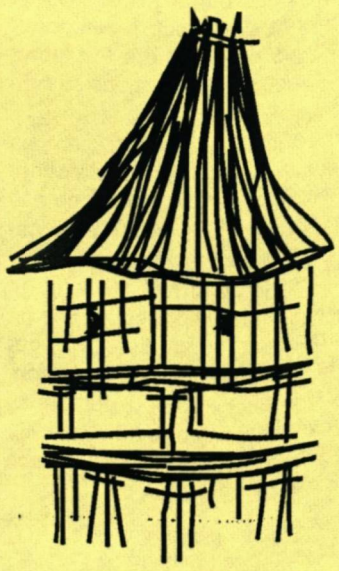
Rep/ TL2007
TL 2007



CAMPAGNE 4 MOIS POUR TIMOR-EST

BULLETIN n°1 – MARS 1994

PEUPLES SOLIDAIRES
AGIR POUR TIMOR
FRANCE-LIBERTÉS
CIMADE
JUSTICE ET PAIX
FIDH
RITIMO
CRID
CCPF
SNES, FSU
CGT

TEMOIGNAGE

En guise d'introduction à ce premier numéro de notre bulletin de campagne, qui offre un aperçu historique de la situation à Timor-Est (voir développement thématique au verso), nous avons choisi ces propos de Noam Chomsky, extraits du film de M. Achbar et P. Wintonick, "Chomsky, les médias et les illusions nécessaires", actuellement sur les écrans du cinéma L'Entrepôt à Paris et , en province, dans le réseau des salles de recherche.

"En 1978, c'était devenu un vrai génocide. On évalue à 200 000 les personnes qui ont été tuées. Les USA avaient fourni 90% des armes. Dès l'invasion les cargaisons affluent.
Quand les armes viennent à manquer en 1978 l'administration Carter augmente les livraisons. D'autres pays suivent. Le Canada, l'Angleterre, la Hollande, tous ceux qui veulent s'enrichir sont là pour veiller au massacre.
On ne se soucie pas en Occident de questions d'atrocités s'il y a un profit à faire. Cet exemple l'illustre parfaitement.
On ne peut pas plaider l'ignorance. On avait parlé de Timor dans le NY Times avant l'invasion.
A l'époque, la dislocation de l'empire portugais inquiétait. On redoutait l'indépendance, l'influence soviétique...
Après l'invasion, on cessa d'en parler. Les rares articles adoptaient la position des USA et de l'Indonésie. Jamais des réfugiés.
Au moment où les atrocités culminent en 1978 où ça devient du génocide, les médias sombrent dans le mutisme aux USA et au Canada. Plus rien. Et cela se passait en même temps qu'on s'indignait contre le Cambodge. Les atrocités étaient comparables. En proportion, elles étaient bien supérieures à Timor".
(...)
"On ne parle plus de la servilité des médias envers le pouvoir, on parle de complicité dans une affaire de génocide. Ces atrocités continuent parce que personne n'est au courant. Si on savait, on ferait pression pour y mettre fin. En supprimant les faits, les médias contribuent grandement au pire acte de génocide commis depuis l'Holocauste".

(in *CHOMSKY*, dossier, éditions K films, 1993)

ACTUALITÉS

PARLEMENT EUROPEEN :

Résolution
sur la révélation du massacre perpétré au Timor-Oriental
approuvée le 10 mars 1994

Le Parlement européen.

A. rappelant ses résolutions antérieures sur le Timor-Oriental depuis l'invasion illégale, en 1975, par les forces indonésiennes, condamnée par la communauté internationale, et qui appellent l'Indonésie au respect du droit international, du droit à l'autodétermination du peuple de Timor et des droits de l'homme,

B. consterné d'apprendre que de nouvelles exécutions ont été perpétrées de sang-froid à l'encontre des survivants du massacre de Dili, Timor-Oriental, le 12 novembre 1991,

C. considérant qu'un reportage télévisé «La mort d'une nation», produit par la chaîne privée britannique ITV, dénonce les exécutions des survivants du massacre de Santa Maria par l'armée indonésienne, à l'hôpital militaire de Dili, qui se sont soldées par 271 morts et 250 disparus,

D. notant que la Commission des droits de l'homme a décidé d'examiner les témoignages dont fait état le documentaire de M. John Pilger,

E. considérant que selon les informations données par des habitants de Timor, l'invasion de Timor-Oriental se poursuit, les droits de l'homme sont bafoués et la population est privée de l'aide humanitaire des ONG et tenue à l'écart des médias,

F. considérant que le ministre des Affaires étrangères australien, Garreth Evans, a publiquement reconnu l'éventualité d'un second massacre et ne conteste pas que des habitants de Timor se trouvant à l'hôpital militaire local aient subi de mauvais traitements ;

1. réaffirme ses résolutions antérieures sur la situation au Timor-Oriental ;

2. charge la Conférence des présidents de prendre d'urgence les dispositions nécessaires en vue de l'envoi au Timor-Oriental d'une délégation du Parlement européen, donnant ainsi effet à sa résolution du 21 novembre 1991 sur le massacre au Timor-Oriental et de faire rapport à l'Assemblée sur ses conclusions ;

3. adresse un appel au Secrétaire général des Nations unies pour qu'il publie le rapport du représentant spécial qui a été envoyé au Timor-Oriental en vue d'enquêter sur le massacre de Dili et ses conséquences ;

4. demande à la présidence de faire toutes les démarches nécessaires, dans le cadre de la réunion de la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, pour qu'une mission spéciale de l'ONU soit envoyée au Timor-Oriental ;

5. invite instamment le Conseil et la Commission à limiter au strict minimum les contacts officiels entre l'Union européenne et l'Indonésie aussi longtemps que les résultats de l'enquête complète de cette mission ne seront pas connus ;

6. invite néanmoins le Conseil, conscient des efforts déployés par le Secrétaire général des Nations unies, à coopérer avec celui-ci dans le but de parvenir à un accord qui mette fin aux atrocités et qui permette de régler ce problème de manière juste et équitable ;

7. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil, aux gouvernements des Etats membres, au Secrétaire général de l'ONU, aux membres de la commission des droits de l'homme de l'ONU et au gouvernement indonésien.

ENCOURAGEMENTS, SOUTIENS À LA CAMPAGNE, ACTIONS...

Reporters sans frontières
«Rompre le silence sur le Timor : c'est votre objectif et il est louable et justifié... Il y a très peu de temps que les journalistes ont accès au Timor. Nous sommes donc prêts à vous fournir toutes les informations que nous possédons concernant le black-out total pratiqué par les Indonésiens depuis des années.»

Fédération de l'éducation nationale (FEN), Secteur relations internationales
«Nous sommes tout à fait soucieux de la situation au Timor et nous sommes engagés dans des actions par le biais de l'Internationale de l'Education dont nous sommes membres»

Comité de soutien au peuple tibétain
«J'apprends la campagne qui va être menée ces prochains mois pour un Timor libre. Le CSPT vous apporte tout son soutien et vous souhaite de réussir dans votre entreprise»

Cahiers pour croire aujourd'hui
Cette revue vient de publier un dossier de cinq pages, du prêtre Guillaume Arotçarena, intitulé «Timor Oriental : la résistance d'un peuple» et dont le sur-titre dit : *«Occupé par l'Indonésie, Timor Oriental vit toujours dans la terreur. L'Eglise est l'un des derniers remparts d'une identité menacée...»*
A la fin du dossier est annoncée la campagne «4 mois pour Timor», ce qui nous a valu plusieurs lettres de lecteurs solidaires. ■

8 COUPS DE PROJECTEUR

SUR TIMOR-EST

1. APERÇU HISTORIQUE

UNE COLONIE PORTUGAISE A LA PERIPHERIE DE L'ARCHIPEL INDONESIEN

POSITION GEOGRAPHIQUE

L'île de Timor est située à l'extrémité Est de l'archipel indonésien à environ 420 km de la côte Nord de l'Australie. Sa taille (32 000 km²) avoisine celle des Pays-Bas.
Son relief est accidenté et les montagnes de sa cordillère centrale peuvent atteindre plus de 2 000 mètres d'altitude.
Le climat y est généralement sec et la côte Nord reçoit moins de 800 mm de pluie malgré la mousson asiatique qui atteint l'île de décembre à mai.

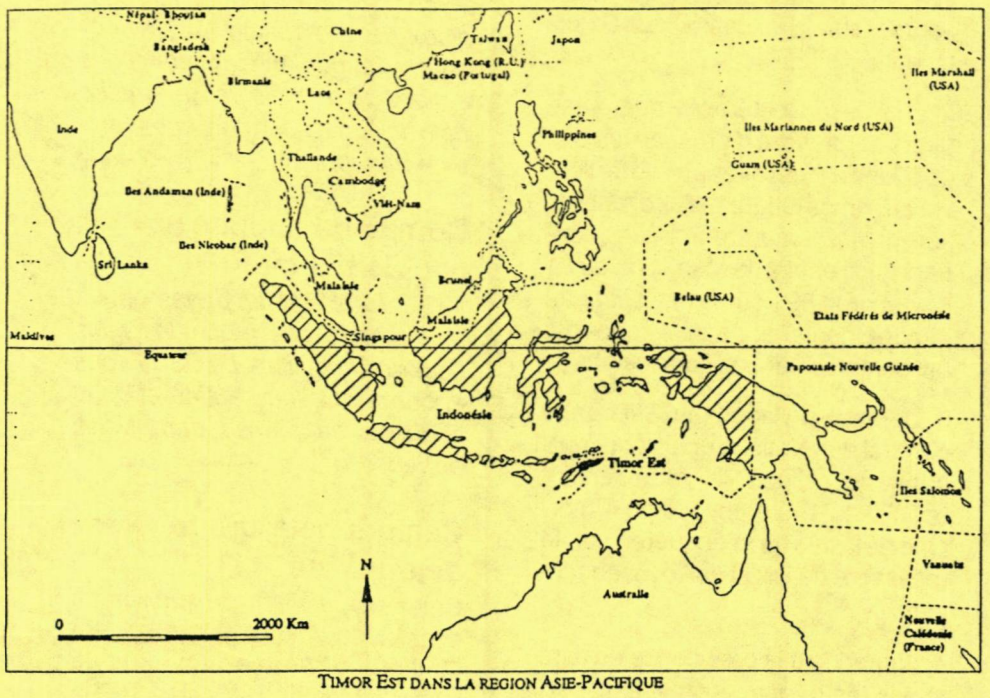
HISTOIRE COLONIALE

Déjà connue par les commerçants malais et chinois depuis plus de trois siècles, lîle a été découverte par les Portugais au début du XVIe siècle.
Bien que très hétérogène sur le plan ethno-linguistique (plus d'une vingtaine de groupes recensés appartenant aussi bien au type Malayo-Polynésien que Papou), sa partie Est a été longtemps dirigée dans le cadre d'une structure unique, le Waiwiku-Waihale. A l'arrivée des premiers Européens, son pouvoir s'exerçait par le biais d'un réseau d'alliances inter-ethniques.
La première vague de peuplement européen s'est rapidement métissée, formant un groupe que l'on appelera les «Portugais noirs» ou «Topasses». A l'issue de la longue épreuve de force qui opposera ces Topasses au Waiwiku-waihale, puis aux Portugais envoyés par la métropole et enfin aux Hollandais, Timor sera partagée en deux. Sa partie Ouest (13 500 km²) deviendra hollandaise et sa partie Est (19 000 km²) restera portugaise. Ces frontières coloniales seront entérinées par la Cour Internationale de La Haye le 25 juin 1914.
Le Timor Occidental restera colonie des Pays-Bas jusqu'en 1945, date à laquelle il sera intégré à la République d'Indonésie à l'instar de l'ensemble des Indes Néerlandaises (à l'exclusion notable de la Nouvelle Guinée Occidentale). En vertu du droit international qui reconnaît l'intangibilité des ex-frontières coloniales, Timor Oriental restait un territoire portugais.

LA SITUATION POLITIQUE DANS LA COLONIE

1974-1975 : LA NAISSANCE DES MOUVEMENTS POLITIQUES NATIONALISTES

La «Révolution des œillets» du printemps 1974 au Portugal permet l'émergence à Timor de trois mouvements politiques :
* L'UDT (Union Démocratique Timoraise). Dirigée par des fonctionnaires de l'administration coloniale et l'aristocratie régionale, elle prône le maintien des liens avec le Portugal puis envisage l'indépendance à terme.
* Le FRETILIN (Front Révolutionnaire de Timor-Est Indépendant). Il réunit la plupart des jeunes diplômés de l'enseignement secondaire, catholique et universitaire. Influencé par les conceptions des nationalistes africains (du PAIGC guinéen et du FRELIMO mozambicain notamment), il demande l'indépendance totale de Timor-Est.
* L'APODETI (Association Populaire Démocratique Timoraise). Soutenue et financée par l'Indonésie, elle se déclare favorable au rattachement du territoire à l'archipel.
Alors que le nombre des sympathisants de l'UDT et du FRETILIN va se multiplier au fil des mois, l'APODETI ne parviendra pas à mobiliser les Timorais autour de son programme. Sans doute du fait de la spécificité de son expérience coloniale, de l'implantation ancienne de l'Eglise catholique et de l'absence quasi-totale de liens historiques ou contemporains avec l'Indonésie, la population refuse l'idée d'une intégration.



TIMOR EST DANS LA REGION ASIE-PACIFIQUE

INFLUENCE INDONESIENNE ET GUERRE CIVILE

Le 18 mars 1975, l'UDT et le FRETILIN concluent une alliance pour exiger de concert une indépendance à terme. Le Gouvernement indonésien, s'apercevant alors du caractère inéluctable de l'échec de l'APODETI, va encourager certains dirigeants de l'UDT (son président Lopes da Cruz notamment) à rompre avec le FRETILIN et à prendre le pouvoir par la force. Aidé par le Major Gouveia, Chef de la police, l'UDT va ainsi s'assurer le contrôle de la capitale, Dili, et des principales agglomérations dans la nuit du 10 au 11 août 1975.
Cette prise de pouvoir sera suivie par le retrait immédiat des autorités portugaises qui avaient d'ores et déjà reçu pour instruction de quitter la colonie le plus rapidement posssible.
N'ayant dès lors plus rien à attendre du côté portugais, le FRETILIN va tenter de reprendre le pouvoir à l'UDT. Fort d'un soutien populaire plus important et de l'aide d'une grande partie des militaires autochtones, il va rapidement l'emporter et, au début du mois de septembre, il contrôle l'ensemble du territoire.
Selon tous les observateurs (dont la Croix Rouge Internationale), ce conflit a causé la mort d'environ 3 000 Timorais.

INTERVENTION MILITAIRE INDONESIENNE ET INTEGRATION

Malgré les demandes répétées du FRETILIN, le Portugal ne rétablira pas sa présence sur place afin d'assumer le processus de décolonisation. Le parti nationaliste administrera donc le territoire entre septembre et décembre 1975. Ses leaders, malgré un programme politique modéré ne pourront pas convaincre l'Indonésie de surseoir à son intervention militaire. Après plusieurs incursions frontalières et en contradiction avec les engagements formels pris par le Ministre des Affaires Étrangères Adam Malik, les troupes indonésiennes débarquent à Dili le 7 décembre 1975. Il est à noter que le Président américain Ford et son Secrétaire d'Etat Kissinger étaient présents à Jakarta le 6. Leurs déclarations postérieures tendent d'ailleurs à prouver qu'ils ont donné leur aval à cette opération.
Bien que la situation militaire soit encore très incertaine du fait de l'âpreté de la résistance, le président indonésien Suharto, prétextant une requête timoraise, proclamera l'intégration de Timor-Est à l'Indonésie le 17 juillet 1976. Le territoire deviendra ainsi la 27ème province de l'archipel.
Réfugié dans les montagnes du centre du territoire, le FRETILIN va continuer à mener de nombreuses actions de guérilla dont certaines lui permettront de menacer les troupes d'occupation cantonnées dans la capitale et les principales agglomérations.
Pour venir à bout des guérilleros, largement soutenus par la population (y compris les anciens supporters de l'UDT), l'armée indonésienne va se montrer particulièrement répressive. Empêchant les journalistes de se rendre dans l'île et ses habitants de la quitter, elle va régulièrement s'en prendre aux populations civiles et exécutera la plupart des résistants qui choisiront de se rendre.
De même, afin d'empêcher les Timorais de soutenir la guérilla, les autorités vont les regrouper dans des camps ou des «villages stratégiques» d'où ils ne seront pratiquement pas autorisés à sortir pour cultiver leurs terres. Cette politique va avoir des conséquences désastreuses puisque, du fait des effets cumulés de la famine et de la répression, entre 200 000 et 350 000 personnes vont trouver la mort entre 1976 et 1981 (sur un effectif total de 700 000 habitants en 1975).

LA SITUATION ACTUELLE

Bien que les guérilleros aient été repoussés au cœur des montagnes, l'armée indonésienne doit maintenir en permanence un effectif de 15 000 à 30 000 hommes sur le terrain pour contrôler la population.
Afin d'accélérer la pacification, le Gouvernement encourage commerçants, agriculteurs et fonctionnaires indonésiens à venir s'établir dans le territoire. Ces derniers voient d'ailleurs leurs salaires majorés d'au moisn 20% et leurs perspectives de carrière améliorées lorsqu'ils acceptent cette nomination. On pense qu'à l'heure actuelle entre 150 000 et 250 000 Indonésiens se seraient déjà installés à Timor-Est.
Parallèlement, les jeunes Timorais, pourtant formés à l'école indonésienne ne parviennent pas à trouver d'emploi ni dans l'administration ni dans le secteur privé. D'ailleurs, les crédits considérables théoriquement accordés pour le développement de Timor-Est par l'Indonésie (environ 15% de capitaux de plus que pour la province voisine de Nusa Tenggara-Est qui est pourtant quatre fois plus vaste et cinq fois plus peuplée) ne semblent pas pour la plupart investis dans des projets réels. De même, si les infrastructures routières et l'électrification du territoire se poursuivent assez rapidement, cela ne semble pas profiter aux populations qui ne disposent ni de moyen de transport, ni des ressources nécessaires pour se procurer des produits importés ou s'équiper d'appareillages électriques.
La manifestation non-violente du 12 novembre 1991, lors de laquelle des militaires indonésiens ont reçu l'ordre de tirer sur la foule (causant la mort de 271 personnes et quelque 200 disparus) a tout lieu d'inquiéter les autorités indonésiennes. Elle a en effet été organisée par des jeunes gens qui n'ont pas pour la plupart connus les premières années d'occupation, mais n'en développent pas moins un fort sentiment nationaliste.

■

Prochain "coup de projecteur" : Timor-Est et le droit international.

Coordination de la Campagne

Peuples Solidaires
Jean-François Labolle
17, place de l'Argonne
75019 Paris
Tél : (1) 40 35 17 28
Fax : (1) 42 09 66 66